

Chapitre 1

Regards sur le changement social : quelques propositions d'analyse*

Introduction

Toute société ne peut se perpétuer et se renouveler, ne peut donc durer en tant que corps social cohérent porteur d'un projet social dynamique qu'à travers le changement, lequel n'est ni forcément brutal, ni dépourvu de sens ou de significations mais implique néanmoins toujours ruptures et discontinuités en même temps que permanences et continuités selon des séquences différenciées.

Ce constat brut n'indique cependant ni le sens du mouvement qui porte une société, ni les formes, ni les modalités de ce changement, encore moins les forces motrices ou les résultats de ce changement par rapport au devenir d'une société.

Nous partirons, quant à nous, d'une interrogation sur le sens compris non pas exclusivement comme signification mais surtout comme orientation du changement social dans les pays en développement et plus spécialement dans ceux de l'aire arabe.

Mais tout d'abord il faut préciser que l'expression de « changement social » est neutre en elle-même, et que donc des connotations tant positives que négatives peuvent s'y associer. Le changement n'est pas toujours et forcément synonyme d'un « mieux » en tous lieux et en tout temps, même s'il s'oppose forcément à la stagnation, au recul ou à la décadence. Le terme de changement étant neutre, ne précise donc pas l'orientation de ce dernier. C'est parce que le plus souvent, il a été associé, (implicitement ou explicitement) dans les pays développés, les plus forts producteurs de changements, à la notion de progrès, qu'il prend alors une connotation positive. Il faut cependant distinguer soigneusement les deux concepts. Le développement n'est donc pas autre chose que le changement social positivement orienté.

* Communication présentée au colloque « Economie de la Culture » – Université Lettres – Mohammedia – Maroc (Alger 1986).

En effet, le progrès social ne peut naître que du développement économique, il ne peut-être compris que comme la résultante de progrès économiques, sociaux et culturels, plus ou moins parcellaires, plus ou moins généralisés, mais toujours en extension, c'est-à-dire, en fait, comme mouvement orienté dans le sens d'un « mieux » et d'un « plus » marchand et donc matériel mais aussi non marchand, immatériel et donc intellectuel et spirituel. C'est alors un mouvement « d'humanisation » accrue de l'homme, pour et par une meilleure maîtrise de la nature, mais aussi de son devenir, – par une participation plus large et de meilleure qualité de tous les membres d'une société. Ce qui veut dire qu'il n'en exclut, à priori, ni les femmes, ni de larges franges de la population à cause de leur analphabétisme, leur inculture, leur chômage ou toute autre cause liée aux activités de « production » qu'elles prennent les formes de richesse matérielles ou immatérielles, par diffusion toujours plus large et de moins en moins inégalitaire des pouvoirs liés aux savoirs, aux savoir-faire et aux résultats des différentes activités humaines.

Le progrès social ainsi entendu ne peut résulter que du développement économique, d'un développement plein et entier et non plus celui résultant de la simple augmentation du produit global (laquelle demeure cependant comme condition pré-requise), d'un développement qui ne soit pas tronqué et donc mettant en mouvement toutes les capacités productives, toutes les capacités créatives, toutes les facultés innovatrices. Encore faut-il pour cela que l'innovation, que la création ne soient plus sujettes à suspicion et à rejet, qu'elles soient ré-appréhendées de nouveau comme valeurs positives, et ce, dans quelque domaine de l'activité humaine où elles se manifestent.

Ceci ne peut-être forcément le cas du changement social, lequel peut s'accommoder de progrès partiels voire parcellaires, accompagnés de stagnations et/ou de régressions plus ou moins fortes, plus ou moins localisées aux différentes sphères de l'activité humaine en société. Il peut donc être orienté positivement ou négativement, il peut être aussi plénier ou parcellaire dans la mesure où les forces sociales à l'œuvre ont pour but ou pas, réussissent ou pas, à enclencher la dynamique sociale, dans ses différents ressorts, dans un sens positivement orienté, de croissance vertueuse. L'atteinte d'un certain degré d'autonomisation dans la production des éléments décisifs du changement social étant nécessaire à cet effet. Ces éléments décisifs nous semblent relever de la dynamique sociale entendue lato sensu, si l'on veut bien se rappeler que l'industrialisation et le développement de l'Europe se sont faits par et à travers la déstructuration des cohérences économiques et sociales anciennes et des bases économiques sur lesquelles elles reposaient dans les pays actuellement dits, avec un art rare de la litote, « sous-développés » et donc dans tous les pays musulmans qui ont été, de fait ou de droit, soumis à des dominations coloniales. Les occidentalizations de façade ont produit un blocage de l'émergence de cohérences nouvelles qui ne soient pas asymétriques et subordonnées au fonctionnement des économies – sièges des impulsions et des changements.

Le tout s'est accompagné de la perte et de l'inhibition de l'initiative sociale des économies, et donc des sociétés dominées. La domination n'étant, bien entendu, pas réduite à l'économie, mais gagnant, de proche en proche, toutes les sphères et tous les processus sociaux. Elle se révèle alors tant au niveau des attitudes collectives que des attitudes individuelles, vis-à-vis de ce qui fonde même l'économique.

En effet, dans ce contexte-là, qui est celui des économies des pays arabomusulmans, le changement social est fortement biaisé car il est impulsé de l'extérieur, de façon unilatérale et dé-structurante, parce que des éléments disparates ont été, ou sont toujours, incorporés de façon telle qu'ils s'opposent à une recombinaison de la cohérence et de la cohésion sociale perdues, et donc à une reprise de l'initiative historique. Il s'agit donc surtout d'un « extérieur » que l'on ne maîtrise pas, qui s'impose à travers des éléments que l'on ne sélectionne pas de façon délibérée, en fonction d'objectifs propres, perceptibles à tous clairement, ou tout au moins, à ceux qui ont fonction de direction ou de commandement dans une société déterminée.

Il ne s'agit donc pas de l'extérieur en soi, mais de la manière dont il s'impose à nous, surtout de la façon dont nous le recevons et l'incorporons à notre propre dynamique interne qui sont cruciales. La manière dont il s'est imposé à nous, renvoie à des colonisations plus ou moins violentes et ravageuses tandis que la manière dont nous nous approprions les apports de l'extérieur relève de notre capacité à sélectionner et à assimiler, voire digérer, des éléments fécondateurs de notre propre substrat, donc de notre capacité d'innovation sociale. Ils sont plus importants que l'extérieur en lui-même. Or, *seules les sociétés qui ont été capables* (ou qui ont pu par suite de circonstances favorables) *de choisir, de filtrer, de digérer, et donc de s'approprier les différents éléments moteurs provenant de l'extérieur*, (que ceux-ci soient du type « technologiques » ou aient trait aux « comportements », aux normes et valeurs, fécondant ainsi les processus endogènes du mouvement social), ont pu alors et de ce fait, établir un mouvement ascendant, positivement orienté dans le changement social, nouant ou renouant par là avec une historicité positive, avec la capacité de création et d'innovation, laquelle est parfois, précédée par la simple capacité d'adaptation aux conditions spécifiques et nouvelles, dans toutes les sphères de l'activité humaine.

En effet, la capacité d'adaptation dans le sens d'un remodelage actif des structures de production, des structures sociales et des structures mentales prévalant au sein d'une société, dépend du degré de plasticité de chacune d'entre elles, des types d'interconnexions qui s'établissent entre elles et avec l'extérieur, de la manière dont elles sont plus ou moins délibérément orientées et articulées, en vue d'un changement social positif qui signifie alors développement économique, social et culturel.

Globalement, elles témoignent alors de la nature et du type de réponse qu'une société déterminée apporte aux défis qui se posent et s'imposent à elle, c'est-à-dire de la manière dont elle les relève et les assume. Cependant, si pour les uns, le changement social prend sa source uniquement dans l'économique, pour les autres,

au contraire, est affirmé le primat du « culturel ». L'opposition simpliste entre ces deux pôles, qui sont en même temps et dans un mouvement dialectique, les sources conjointes du mouvement social à qui elles impriment rythme, confèrent sens et significations, doit céder la place à une compréhension de leurs interactions en fonction des temps propres d'actions de chacun d'entre eux, des mécanismes par lesquels ils agissent, des signes par lesquels ils se manifestent.

Statut de l'Économique

Si l'Économique entendu comme la manière dont une société produit et consomme, ce qu'elle produit et consomme, en fait, la manière dont elle maîtrise – ou pas – la nature, à travers en particulier ses moyens de production et de reproduction économique et sociale, et donc de ses degrés de liberté vis-à-vis de la nécessité d'une part, d'adéquation entre le niveau, le contenu et le degré de satisfaction de ses besoins et ce qu'elle produit d'autre part - est incontestablement, le substrat où se forge et où se fonde le développement économique et social, il est non moins indubitable que la culture, où le facteur religieux est important, peut jouer un rôle prépondérant.

Ceci se fait à travers, en particulier, la production de normes et valeurs propres à transformer les attitudes individuelles et collectives vis-à-vis du travail, (et du travail productif en particulier) et de l'éthique du travail, vis-à-vis des productions matérielles aussi bien que culturelles et spirituelles, des modes de leur consommation, de leurs articulations en vue du développement, c'est-à-dire des productions accrues quantitativement et qualitativement. Cet aspect est fondamental.

En effet, si c'est à travers les premiers que ce crée et se renouvelle perpétuellement une Société, non point à l'identique mais sous des formes renouvelées, c'est à partir des seconds que se secrète son idéologie et que s'élabore sa (ses) représentation (s) d'elle-même et de son devenir, que celui-ci soit porté vers un avenir dont elle essaie de poser les fondements ou, au contraire, qu'elle s'enferme dans des visions mythiques, voire mystificatrices du passé et/ou de l'articulation avec l'extérieur. C'est alors tout le contenu, le sens de l'orientation des premiers qui s'en trouvent affectés de façon décisive.

L'ensemble du mouvement social peut alors ne pas être orienté vers l'avenir de façon pleinement positive, précisément lorsqu'il est biaisé (voire bloqué) dans son contenu et dans son sens et pas seulement le phénomène religieux. Cependant, ce dernier peut en donner l'expression avouée, explicitement déclarée, parfois même sous une forme virulente et/ou violente de « refus de changement » lequel n'est finalement que l'expression du mécontentement et/ou de l'insatisfaction de certaines fractions sociales, même (ou plutôt surtout), quand elles arrivent à entraîner dans leur sillage une plus ou moins grande fraction de la population.

Méfions-nous des apparences et prenons garde au contenu effectif de certaines formes de refus ou de contestation qui prennent un aspect et une couverture

religieux mais qui sont de vrais mouvements de contestation politique et sociale (ayant un plus ou moins grand fondement économique), mais qui ne savent, ne peuvent ou ne veulent exprimer leurs revendications qu'en empruntant le langage et les expressions à connotation religieuse. Durant la période coloniale, l'Islam a été en Algérie (en particulier) le levain d'idéologies de combat et de libération, il a permis la coagulation de la revendication nationale. Les indépendances politiques et les premières décennies de construction nationale avaient semblé avoir définitivement écarté la période d'un discours clos, d'un discours de repli sur soi et de refus du « progrès », lequel s'identifiait alors au dominateur.

Les indépendances politiques n'ont pas mis fin à ce mouvement, bien au contraire. On a vu alors se multiplier les écrits sur le "réveil" de l'Islam, après des siècles d'assoupissement et de sclérose. L'Islam, religion du Progrès, l'Islam capable d'*Idjtihad* et donc de renouveau fut mis en avant. Il y a alors, une période féconde où les lectures ouvertes se multiplient, où des tentatives d'adaptation et d'ouverture au monde moderne et à ses nécessités s'accélèrent dans différentes directions.

Certains écrits, certaines pensées sont remarquables. Mais il faut constater, malheureusement, qu'elles restent trop le fait de penseurs isolés, qu'il n'y en a pas eu suffisamment de diffusion à travers l'école et l'université dont les programmes de philosophie et d'histoire ignorent superbement ce genre de problèmes. De plus, tous ces auteurs ont écrit en général dans des langues occidentales (Anglais, Français...) et sont en général inconnus de leurs propres sociétés qui ne traduisent pas systématiquement les écrits les concernant...

Mais surtout, il n'y a pas eu de constitution de classe sociale porteuse des valeurs nécessaires au développement, capable de s'imposer à elle-même et donc d'imposer au reste du peuple : travail, austérité, épargne... sens de l'intérêt général !

C'est parce que des projets sociaux efficaces et mobilisateurs de construction d'une économie nationale, capables de sécréter les mécanismes du développement dans leur dimension interne, qui ne procèdent pas uniquement de l'exclusion d'une part, qui savent trouver les ressorts efficaces d'action pour une mise au travail concrète et effective d'autre part, n'ont pas vu le jour de façon pleine et durable, malgré des tentatives plus ou moins porteuses, que les mouvements islamistes radicaux prennent de l'ampleur et qu'ils se nourrissent des sentiments de frustration multiples qui parcourent nos sociétés.

Statut du religieux

Il reste alors le contenu du religieux lui-même, irréductible à l'analyse de ces phénomènes et qui ne peut être nié. Comme on ne peut s'arrêter au simple constat, car il est trop important pour nos sociétés pour qu'on puisse se contenter soit d'enregistrer de façon passive cet irrédentisme religieux, soit au contraire de proclamer, de façon abstraite, sans en préciser le contenu, en fonction de problèmes précis, c'est-à-dire de société et de développement, que l'Islam ne s'oppose ni au

progrès, ni à la modernité... Quel contenu lui donne-t-on ? De quel « Islam » et celui de quelles catégories sociales s'agit-il ? Ceci d'autant, que le Coran n'a jamais été autant mis en avant pour légitimer conduites, combats et aspirations les plus contradictoires et les plus étrangères à l'esprit religieux lui-même.

Le problème est d'autant plus crucial qu'il englobe des manifestations certes, maladroitement et anachroniques d'affirmations identitaires collectives mais, fondamentales, d'autant plus exacerbées qu'elles ne trouvent pas de canaux d'expression en fonction de notre siècle ou tout simplement en fonction des sociétés qui les ont vu naître et se développer.

C'est donc finalement parce que d'autres alternatives plus stimulantes, d'autres projets sociaux plus intégrateurs et surtout d'autres lectures plus ouvertes, d'autres interprétations moins littérales et ne se réduisant pas à un premier niveau de lecture du message religieux et plus spécialement du message coranique, ont manqué, que nous enregistrons ces formes de rejet et de « retour » à un passé idéalisé et mythifié.

Une des questions majeures à cet égard, toujours posée aux sociétés musulmanes, reste de savoir si l'Islam, non pas en tant que théologie, mais en tant que producteur de normes et de valeurs morales, d'injonctions et de prohibitions et donc en tant qu'un des éléments de la dynamique économique et sociale, constitue forcément un corps de textes clos « compris » une bonne fois pour toutes, non soumis à réflexion(s) critique(s), à réinterprétations. Ce texte ne constituant alors qu'une série de « préceptes », de « recettes » ou de « tabous » tous prêts et posés donc dans leur expression, de façon intemporelle pour ne pas dire sclérosée, que, par une myopie intellectuelle (de l'esprit et du cœur) fantastique, une non prise en compte de l'histoire réelle et de son épaisseur sociale, peut-être aussi de déceptions face aux formes prises par certaines « modernisations ». Certains courants sociaux, et même certains courants de pensée, voudraient nous le faire prendre pour l'essence même de l'Islam. Au contraire, et renouant avec la grande tradition philosophique et scientifique que l'Islam classique, l'Islam des Lumières a su impulser initialement et compte tenu des grands courants de pensée actuels, mais aussi des grands bouleversements dans tous les domaines, qui ont modifié complètement les fonctionnements sociétaux. Il y a lieu de le reconsidérer d'abord et avant tout comme *spiritualité* et comme *morale*, et donc, *dans beaucoup de domaines, libérer le spirituel du temporel et vice versa, chacun ayant sa propre logique même s'ils sont reliés par divers canaux*.

Il est donc nécessaire, il est donc urgent, que se développent et se diffusent des « lectures » qui ne soient pas exclusivement littérales (surtout quand elles ont une implication directe sur les comportements et les morales au quotidien) lesquelles s'accrochant à la lettre, oublient l'esprit dans lequel et en vue duquel, un certain nombre de prescriptions ont été établies, et ce, dans tous les aspects précis où elles risquent de s'opposer ou de bloquer le mouvement et le progrès d'une société. Il faut que les réponses apportées en fonction d'interprétations ouvertes,

dynamiques, réussissent à s'imposer. Autrement, le champ reste libre à tous ceux qui veulent l'enfermer et le cantonner à un certain nombre de rites, tout en se proclamant être les seuls détenteurs de la vérité qu'ils veulent alors imposer de force, sinon par la force à tous et à toutes.

On peut, à propos, en évoquer un certain nombre qui agitent notre quotidienneté : le port du voile par la femme, par exemple, dont la résurgence sous des formes diversifiées peut nous aider à illustrer notre propos : s'il a été institué pour inciter à la pudeur et à la chasteté, ces deux dernières vertus ne sont véritables que si elles sont intériorisées par les femmes tout autant que par les hommes. Autrement, l'observation de nos sociétés est là pour nous donner le témoignage du plus grand dévoilement possible de l'esprit et de l'injonction(?) sur lesquels repose une telle pratique, laquelle ne fait, au contraire qu'exacerber et porter à un plus haut degré les pulsions et les désirs contre lesquels on prétend lutter. Et si les yeux du sexe masculin ne sont pas capables de résister au désir, on peut dire que ce dernier ne peut avoir statut d'humain complet.

Le véritable respect que l'homme peut avoir de la femme ne peut provenir que de la représentation qu'il en a et du statut qu'il lui confère, et non d'un voile qu'il lui impose, en faisant une lecture littéraliste et hors contexte du Coran. De plus, l'abandon brusque du voile et de la voilette traditionnels, de même d'ailleurs que tout ce qui subsistait de « musulman » dans l'habit masculin, (burnous, djellabas, belghas...) ont fait s'effondrer tout un pan de l'artisanat traditionnel, au profit de kamis et djilbabs que la population algérienne qualifie de « Made in Taiwan ».

Ceci sans compter que le voile a œuvré et œuvre encore de façon décisive dans le sens de l'exclusion de la femme de la vie sociale, de l'activité économique. On lui a refusé la maturation de sa personnalité et son affirmation en tant qu'être complet. Le voile n'étant alors dans ce sens que le symbole de son infériorité « légale » en matière de statut personnel, laquelle se concrétisant depuis des siècles par toute une série d'exclusions en ont fait réellement, souvent, une personne et une personnalité amoindrie. Ceci, conjugué à la liberté accordée aux hommes musulmans d'épouser des femmes non soumises aux mêmes entraves (chrétiennes, juives) n'a fait qu'accentuer les reculs ou les résistances au changement social, tout en confortant un vaste mouvement de *Brain-Drain* (exode des compétences).

Ces rejets sont particulièrement perceptibles ces dernières années avec la crise « des politiques de développement » et des projets sociaux sur lesquels elles s'appuyaient, quoique de façon implicite, en ce domaine. Prenons un autre exemple : l'impératif d'hygiène et de propreté, en particulier corporelle, mais aussi collective, que l'Islam a porté à un haut degré et dont les ablutions ne sont que l'une des expressions, se trouve actuellement vidé de tout son contenu réel et figé dans l'observation littérale et ritualiste qui tourne à l'absurde quand elle s'effectue dans des lieux de travail non conçus à cet effet (des lavabos dans des lieux collectifs) et

se traduit par des flaques, voire des cloaques à partir des points d'eau qui abritent aussi des toilettes dont le manque d'entretien ne semble choquer personne... Sans compter les reconversions intempestives des cuvettes à l'anglaise en cuvettes à la turque, censées être « musulmanes » mais qui, dans des lieux publics ou de travail, se trouvent être très peu appropriées !

De même, les zéloteurs de l'interprétation littérale stricte, les nouveaux zélotes, insistent sur le contenu « hygiène » des ablutions, mais ne semblent être ni émus dans leur âme de Musulmans, ni choqués dans leurs consciences de citoyens par toute la masse des détritits et d'ordures que, même les bons pratiquants déversent dans les rues... Et on n'a pas, à ce jour, encore, entendu de prônes (Khotbas) ou d'exhortations au respect de règles sociales compte tenu des impératifs de propreté de la vie moderne en collectivité... Et même, s'il faut faire la part de ce qui relève de l'incurie de certains services publics (collectivités locales), il reste quand même, qu'une grande partie, découle bien de la responsabilité individuelle et collective des habitants de chaque cité, de leur « morale » au quotidien en la matière.

Car, en ce domaine comme en bien d'autres, ce sont les principes moraux dans leur contenu évolutif et leur intériorisation qui sont décisifs... On pourrait multiplier les analyses de ce type, mais là n'est point notre propos. Ce qui nous semble, par contre, plus important, c'est de prendre, ou de reprendre, la réflexion essentielle du point de vue du mouvement social d'ensemble, du rapport entre religion (en fait, des normes, valeurs et attitudes bref, de l'éthique qu'elle secrète et de ses manifestations) et développement économique. Ceci, en précisant bien au départ, que notre but n'est ni d'ignorer ni de minimiser l'action et le rôle de « l'impérialisme » et des multinationales, bref de « l'extérieur » dans la perpétuation du sous-développement. Mais, il nous faut privilégier l'analyse de « l'intérieur » qui, seule, peut conférer les attitudes et les comportements propres à dépasser cette situation. Débat tellement essentiel que l'un des plus grands économistes japonais actuels, Mishio Morishima, de formation économétrique de surcroît, n'a pas jugé hors de propos d'écrire tout récemment un très gros et très éclairant ouvrage intitulé *Capitalisme et confucianisme, technologie occidentale et éthique japonaise* (qui mérite d'être lu et médité par toute l'intelligentsia du Tiers-monde et peut-être, plus particulièrement, celle des pays arabes et musulmans) et où il répond à l'affirmation célèbre de Max Weber contenue dans son livre *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, selon laquelle seule l'éthique de cette religion a été apte à permettre le capitalisme, c'est-à-dire en fait, dans son esprit et compte tenu de l'époque où il écrivait, le développement. Les deux choses étant explicitement reliées chez lui. Cependant, Max Weber, quand il s'interroge sur la religion et le développement du capitalisme, montre bien les liens et interactions qui régissent ces deux sphères de l'activité humaine : l'économique et l'éthique.

Il ne les confond pas lorsqu'il s'interroge sur les raisons pour lesquelles le capitalisme, à ses débuts, a mieux pris dans les pays anglo-saxons protestants. Il

s'intéresse particulièrement à une attitude découlant de leur éthique qu'il qualifie « d'ascétisme laïc ». M. Rodinson a déjà montré, il y a quelques années, que les textes de base de l'Islam, ne posent pas plus d'interdits que ceux des deux autres religions du Livre, christianisme et judaïsme, vis-à-vis du développement, fut-il capitaliste ou socialiste au demeurant, et a montré par exemple comment, concernant le problème du taux d'intérêt et du prêt à intérêt, des « solutions » pratiques avaient été élaborées en pays d'Islam pour contourner l'interdit religieux alors qu'il était officiellement levé dans le christianisme (pour lequel l'Eglise l'interdisait en développant le principe : « l'argent ne fait pas de petits ») et bien avant dans le judaïsme. Le problème de fond, celui de la réinterprétation « officielle » et de son acceptation définitive, compte tenu de la distinction entre, monnaie et capital, et de la nature productive de ce dernier reste toujours posé ; de même que la différence dans la nature du prêt, lequel ne concerne pas essentiellement la consommation mais la production. La « Riba » telle que présentée par les textes religieux et juridiques de l'Islam est plus une forme d'usure que de taux d'intérêt proprement dit. Ce dernier constitue une rémunération normale du capital qui apparaît sous des formes multiples (loyers, marge de rémunération, etc.), ouvertes ou déguisées.

M. Morishima pose une pièce supplémentaire à la réfutation de *Max Weber*, montrant de façon remarquable, comment l'éthique du confucianisme, c'est-à-dire une religion autre que la protestante, avait permis au Japon un développement économique plénier qui, tout en étant capitaliste, l'était de façon totalement différente de celui de l'Europe ou des USA. Par ricochet, il montre aussi que la même religion s'était longtemps opposée en Chine,¹ à toute forme de développement. Tout dépend finalement de la lecture, de l'interprétation, qu'une société déterminée donne de sa religion à un moment donné, des valeurs et de l'éthique, ce qu'elle privilégie de façon à les rendre conciliables avec le changement social positivement orienté et les pratiques économiques, bref le développement.

Dans le sens inverse, un système économique qui se développe peut bouleverser le système de valeurs antérieur. Il peut même remettre en cause les fondements qui ont assuré sa prospérité. Ainsi, au Japon par exemple, le développement économique s'est longtemps conforté du respect de certaines valeurs traditionnelles, comme la stabilité de la main-d'œuvre au sein de l'entreprise avec laquelle elle faisait corps. Il semble que les exigences de la compétition internationale soient en train de remettre en cause cette progression à l'ancienne, parce que les nouvelles technologies seraient plus maîtrisées par les jeunes.

Par ailleurs, des auteurs comme J. Austruy dans *L'Islam face au développement économique* ou M. Bennabi dans *Vocation de l'Islam* ont tenté de montrer, chacun à sa façon, que l'Islam peut apporter une solution originale au problème du développement ni capitaliste, ni communiste, pour peu que soit canalisé dans un sens progressiste cette force vive formidable qu'est le Coran, que ce soit les versets appelant à la science, au progrès, à l'effort, à l'*Idjihad* qui soient pris en considération.

En effet, il faut que ce soit sur le propre terrain où ces « traditions » bloquantes se placent qu'il faut les combattre et en proposer de nouvelles qui soient ouvertes et novatrices, propres à féconder le terreau social.

Le seul verset du Coran « Dieu ne modifie ce qui existe dans un peuple que lorsque celui-ci se modifie lui-même » (XIII, 11) offre des possibilités énormes. Malgré les efforts considérables des penseurs progressistes, des idées audacieuses dans tous les domaines – y compris celle de la distinction du temporel et du spirituel qu'ont essayé de consacrer, doctrinalement, plusieurs auteurs même si certains sont controversés actuellement ; il semble que l'effort n'ait pas abouti pleinement car il n'a pas été porté par des franges hautes de la société, bref par des élites véritables et de qualité.

La responsabilité de l'école, du lycée, de l'université, mais aussi de la famille est lourde. Pendant longtemps, des courants « modernistes » « progressistes », calqués sur les modèles occidentaux dont ils ont tenté d'être la réplique, ont évacué, y compris dans les classes de philosophie, ce genre de problème.

Cela a donné naissance à une « intelligentsia » complètement déconnectée du reste de la population, et donc, de sa société. Cela a laissé le champ libre à toutes les manipulations politiciennes de l'Islam.

Ce type de réflexion qui semblait complètement hors de propos lors de la mise en place de toute une vague de stratégies de développement (dans les années 1960 et 1970) basées sur l'acquisition de technologies avancées auprès des pays développés, semble ressurgir de la façon la plus brutale et la plus inattendue, sous des formes diamétralement opposées.

Proposition pour une démarche

Nous ne pouvons que souscrire à des démarches qui tentent de cerner de façon élargie les ressorts du changement social, positivement orienté, c'est-à-dire du développement plénier et durable, avec une seule réserve : il y a lieu de préciser ce que l'on entend par culture, ou plus exactement quels sont les éléments d'une culture qui interviennent de façon active (positivement ou négativement) dans cette dynamique globale qu'est le développement. Ce n'est pas toujours et forcément sur un manque de culture, entendue comme Belles Lettres ou Humanités, qu'ont buté les expériences de développement mais des substrats culturels qui n'ont pas répondu, « positivement » aux stimulations apportées par des ensembles techniques, et ce, en dépit d'efforts intenses de scolarisation censées précisément prendre en charge cet aspect « culturel ».

Force alors est de constater que l'élévation des niveaux d'éducation ne se traduit pas, ipso facto, par des changements radicaux en matière de comportement vis-à-vis du temps, de la nature, du travail et de la disciplinarisation collective productive qui donne un sens à l'effort, au travail bien fait, à l'austérité (publique et privée)... et que les tentations de consommation des biens venant de « l'extérieur » (baptisés *Made in* en Algérie) l'emportent sur la volonté d'apprendre comment les produire... que la « consommation » ne soit pas dévoiement et aliénation.

Tout dépend de ce qu'une société déterminée privilégie à un moment donné comme type d'éthique : c'est-à-dire de valeurs et d'attitudes individuelles et collectives vis-à-vis de l'économique, c'est-à-dire vis-à-vis de la maîtrise et de la transformation de la nature en vue de la satisfaction de ses besoins et comment elle définit ceux-ci.

C'est donc le type de « lecture » de sa religion dans toutes ses dimensions, et en particulier du type de normes et valeurs, de morale qu'elle développe qui explique le type de réponse qu'une société déterminée peut être amenée à formuler face aux défis qui se posent à elle, et conforte, ou pas, les décisions « économiques » et/ou « politiques » prises par des couches pseudo modernisantes.

C'est de la capacité de réponse globale, où entrent forcément des éléments matériels et des éléments culturels et spirituels étroitement imbriqués, que dépendent le degré d'efficacité, et le degré de réussite ou d'échec, dans le projet de développement, et donc, de changement social non biaisé, non aliéné, qui est aussi épanouissement collectif.

Il n'y a pas de lecture inscrite, une fois pour toute, d'une religion, laquelle donnerait son contenu de façon définitive, fût-elle aussi « monolithique » que semble l'être l'Islam actuellement. Ce dernier s'est accompagné ou accommodé, aussi bien de dynamismes que de régressions, de créativité que de passivité, de capacité réflexive que de passéisme, en fonction d'époques déterminées, de pays ou régions déterminés et dont les juristes, les philosophes et les scientifiques mais aussi les oulémas les insurgés et les fondateurs² surent trouver, quand soufflait l'esprit, les voies et les moyens de l'expression et de l'action, d'une action au présent et qui insuffle vitalité et dynamisme à tout le corps social.

A tout prendre, et dans sa dimension « temporelle », on peut analyser et interpréter l'Islam comme une réponse globale qui fut particulièrement adaptée à son époque. Son degré d'efficacité était lié au degré de pertinence des solutions proposées par rapport aux problèmes de son temps et aux sociétés à qui elle s'adressait.

Ce qui semble être important actuellement, c'est de comprendre et de dissocier par l'analyse cette imbrication du spirituel et du temporel et de donner à ce dernier des contenus et des formes renouvelés propres à impulser des dynamismes nouveaux; en accord avec l'esprit et non (forcément) la lettre du message pour que celui-ci ait, ou reprenne, un sens novateur qui permette, mieux et plus, de maintenir les spécificités, de respecter les permanences nécessaires qui expriment les façons d'être irréductibles parce qu'essentiels.

Contenus et formes qui sont alors forcément supérieurs parce qu'ils traduisent la capacité d'adaptation vers « le haut », la capacité de synthèses enrichissantes, parce que vivifiantes, de l'esprit dans toutes ses manifestations.

C'est à ce prix seulement que les permanences, ou tout au moins certaines d'entre-elles, ne forment plus ou ne sont plus perçues comme obstacles au changement, au développement, mais facteurs d'un changement plénier et pleinement assumé, non d'un changement « spécifique » entendu et compris comme un changement subi, biaisé et donc destructeur, plus que constructeur, parcellaire plus qu'intégrateur, lequel est le sort actuel de pays baptisés, avec un art rare de la litote, de « pays en voie de développement » et malheureusement aussi, de tous les pays arabes et musulmans.

C'est parce que les pays développés, sont producteurs de progrès scientifiques, de progrès techniques, de progrès économiques qu'ils sont aussi générateurs du rythme, du sens et de l'orientation du changement social à l'échelle planétaire. Ils sont aussi à l'origine de changements, porteurs au plan interne de progrès sociaux, à travers des réajustements des places, rôles et positions des différentes activités, dont le contenu en matière grise tend à être de plus en plus considérable. Par conséquent, il y a des incidences sur les acteurs sociaux et les franges sociales qu'ils impliquent, et, sur le plan externe, de modifications dans les hiérarchisations des systèmes productifs nationaux, et donc, du sens et de l'intensité des impulsions, émises ou reçues, selon que l'on se trouve « d'un côté » ou de « l'autre » par rapport au niveau de développement atteint.

Le problème « initial » et pour pouvoir y accéder n'est ni de se renier, encore moins de se laisser gagner uniquement par le mimétisme de certaines manifestations économiques, sociales ou culturelles pour pouvoir prétendre au stade d'acteur et à l'universel. Au contraire, tout le problème est de savoir réinterpréter et réorienter son héritage religieux et culturel pour rendre toute la société à même de recevoir et d'adapter en fonction de ses besoins propres les « techniques » et les « technologies » susceptibles de lui conférer une plus grande maîtrise dans la conduite de son développement et de son devenir, en fait, de son histoire véritablement.

C'est la condition première pour échapper progressivement à la domination, laquelle ne permet l'incorporation que d'éléments partiels voire parcellaires, et donc, tronqués, le plus souvent, destructeurs mais non porteurs de nouvelles cohérences ou d'équilibres (de production, de consommation, d'activités scientifiques et culturelles) à des niveaux supérieurs et pouvant s'analyser comme des progrès même s'ils se sont opérés à travers déchirures et ruptures.

Notes

1. En particulier avec le blocage introduit par l'impératrice Tseu-Hi.
2. Pour reprendre le titre d'un livre célèbre de J. Berque.